

Il y a la réduction du nombre de prescriptions administratives; là, nous devons poursuivre nos efforts. Vous nous jugerez sur les résultats l'an prochain. Cette année le département compte mettre l'accent de ses travaux sur la recherche des possibilités de déréglementation, notamment dans les procédures d'autorisation. Il y a encore beaucoup à faire sur ce plan-là pour éviter une sorte de harcèlement des PME dans les domaines de la circulation routière, de la protection de l'environnement, de la santé publique et des assurances sociales. On va parfois contre le trend général de la société qui pousse à plus de législation dans ce domaine-là, mais il faut maintenir la pression en faveur des PME qui se sentent lentement asphyxiées par la densité législative.

L'atmosphère dans notre pays – est-ce qu'une hirondelle fait le printemps? Est-ce que le résultat de la votation populaire de la semaine passée justifie un grand optimisme? Oui, quand même! – est de plus en plus positive à l'égard de l'activité économique bien comprise, avec des garde-fous. Nous devons profiter de ce trend pour obtenir un certain nombre d'avantages en faveur des PME qui n'ont souvent pas les mêmes possibilités que leurs grandes sœurs multinationales pour se développer. Surtout, les PME ont clairement leur domicile dans notre pays et n'ont pas des facilités d'exportation de leurs activités à l'extérieur comme les multinationales. C'est dire qu'elles doivent rester au centre de nos préoccupations. Nous sommes content que la Commission de gestion nous impose chaque année d'arriver à certains résultats, faute de quoi nous risquons des critiques que nous ne voudrions pas avoir à subir, parce que nous sommes convaincu avec la Commission de gestion que les PME constituent un des piliers sûrs de l'avenir économique de notre pays.

Guisan Yves (R, VD): J'aimerais vous poser une question à propos de votre déclaration concernant l'«Expo.01». Vous nous avez donné un certain nombre d'éléments rassurants. Néanmoins, mes craintes ne sont pas absolument dissipées pour autant. Je suis quand même obligé de constater que le refus de la direction de l'Expo de donner des directives précises à ceux qui s'intéresseraient à présenter un projet les met dans l'incapacité de trouver les financements correspondants.

En fin de compte, cette volonté de s'adapter en dernière minute à l'esprit du moment réserve la qualité d'exposant à ceux dont les moyens financiers sont assurés. Ne croyez-vous pas que cette pratique a, pour finir, un effet sélectif qui est tout à fait indésirable, parce qu'il écarte en fait toute une série de groupes, d'associations ou de personnes qui s'intéressent spontanément à l'Expo, et les écarte d'un débat interactif qui précisément est souhaité par la direction d'«Expo.01»?

Je pense qu'il s'agit d'une pratique qui n'est quand même pas très démocratique.

Couchepin Pascal, conseiller fédéral: Il faut répondre deux choses à M. Guisan.

1. L'incertitude est voulue par les responsables de l'«Expo.01». La technique qu'ils ont choisie est une technique relativement simple: ils partent de la date de l'Expo, 2001, et ils font un compte à rebours. Et au fur et à mesure que l'on approche de cette date, le degré d'incertitude doit être réduit. A l'année moins trois, il y encore 75 pour cent d'incertitude, l'année moins deux, on est à 50 pour cent; l'année moins un, on est à 25 pour cent et au jour de l'ouverture, du moins je l'espère, on est à zéro.

Mais il y a la volonté de ne pas concevoir des années à l'avance une Expo toute entière sortie du cerveau de ses responsables – comme Athéna du cerveau de Jupiter – et qui ensuite est réalisée durant les années qui suivent, quelle que soit l'évolution de l'environnement dans lequel on se trouve. L'idée est de partir de l'incertitude pour aller vers la certitude. Je crois que c'est une vision assez délicate, parce qu'on ne peut pas poser maintenant des questions précises sur le contenu et sur ce que sera l'Expo et parce que, précisément, on admet que l'on resserre les certitudes en cours de route. Alors, ou bien l'on accepte ce type de démarche, et on ac-

cepter qu'on ne peut pas donner des réponses à tout; ou bien on veut, au contraire, que l'on parte d'un projet entièrement conçu et les années entre la conception de l'Expo et sa réalisation sont uniquement consacrées à la mise en place d'un projet qui a été complet des années avant que l'Expo ne s'ouvre, avec le risque que l'esprit du temps ne soit pas suffisamment pris en compte. Il y a un certain nombre de risques mais je trouve cette vision assez positive.

2. En ce qui concerne le choix des projets et le refus que vous invoquez de donner des réponses rapides à ceux qui ont déposé des projets, je dois dire que je suis assez surpris de cette question, parce que durant les entretiens prolongés qu'on a eus avec les responsables d'«Expo.01», la procédure de choix des projets nous a été exposée. C'est une procédure qui ne permet pas, aussi au vu de la qualité et du nombre des projets, de donner une réponse immédiate. Si vous avez des cas particuliers qui démontrent le contraire, je vous serais reconnaissant de m'en faire part. Je conteste l'incapacité de l'Expo de donner une réponse; je prétends que l'Expo donne des réponses au rythme des procédures et en fonction du nombre important de projets.

Encore une fois, si vous avez un cas particulier où la démonstration est faite que ce que je dis n'est pas juste, veuillez me le dire, car je crois que le rôle de surveillance de la Confédération passe aussi par l'examen de cas particuliers. En tous les cas, la volonté des responsables de l'Expo et de la Confédération, c'est de ne pas favoriser certains exposants qui auraient des moyens financiers, mais de donner aux bonnes idées des chances. C'est vrai qu'une partie du financement doit être trouvée par les auteurs de projets, et cela pose des problèmes supplémentaires pour ceux qui, au départ, ont une bonne idée mais pas de capitaux. Mais à la fin, une solution est trouvée même pour ceux-là, dans la mesure où l'idée est excellente.

*Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

98.018

Militärische Bauten (Bauprogramm 1998)

Ouvrages militaires (Programme de constructions 1998)

Botschaft und Beschlussentwurf vom 25. März 1998 (BBI 1998 2807)
Message et projet d'arrêté du 25 mars 1998 (FF 1998 2413)

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Eintretensdebatte – Débat d'entrée en matière

Haering Binder Barbara (S, ZH), Berichterstatterin: Wir sind uns darüber sicher einig: Es gibt wenige Vorlagen aus dem VBS, für die ich mich als Kommissionssprecherin zur Verfügung stellen könnte. Die diesjährige Botschaft über militärische Bauten ist eine dieser durchaus bemerkenswerten Ausnahmen. Die Botschaft zum Bauprogramm 1998 umfasst 50,8 Millionen Franken und bezieht sich auf zwei Projekte. Das erste Projekt ist die Renovation der Kaserne in Bern. 40 Millionen Franken, d. h. vier Fünftel dieses Baukredites, betreffen die Renovation der Kaserne in Bern, Renovation sowohl der eigentlichen Mannschaftskaserne als auch der Stallungen und der Reithalle auf dem Kasernenareal. Eine Subkommission der SiK hat die Kaserne Bern besucht. Dabei wurden bei einigen Kommissionsmitgliedern alte Erinnerungen wach. Die Schlafäle mit 38 Betten und die Massenduschräume sind noch im selben Zustand wie zu jener Zeit, als sie selber die Rekrutenschule absolvierten. Angesichts



des Durchschnittsalters unserer Kommission wäre damit der Renovationsbedarf eigentlich bereits ausgewiesen. Gemäss Botschaft soll diese Gesamtrenovation die voraussichtbaren Bedürfnisse einer Armee nach dem Jahre 2000 berücksichtigen. Gerade in diesem Anspruch liegt die Krux dieser Botschaft. Was werden die Bedürfnisse der Armee nach dem Jahre 2000 sein? Dass diese Bedürfnisse heute nicht im Detail beziffert werden können, wurde der Kommission durch die Verwaltung transparent dargelegt. Diese Schwierigkeit ist im übrigen nicht der Planung dieser Botschaft anzulasten. Sie ergibt sich aus der erhöhten Dynamik der sicherheitspolitischen Diskussionen der letzten Jahre. Kaum war das damalige EMD daran gegangen, die «Armee 95» umzusetzen, musste mit dem Ergänzungsprojekt Progress korrigiert werden, und heute debattieren wir bereits über die «Armee 200X», wobei wir selber noch nicht wissen, welche Zahl wir für dieses X einsetzen sollen. Mit anderen Worten: Die Armee ist im Umbruch, ihre mittel- und langfristigen Bedürfnisse können heute noch nicht abgeschätzt werden.

Kommt hinzu, dass die Belegung der Kasernen heute gesamtschweizerisch lediglich noch 22 Prozent beträgt. So schnell ändern sich die Zeiten, wenn wir an unsere Diskussionen hier zum Neubau der Kaserne Neuchlen-Anschwilen zurückdenken! Auf diese Problematik werde ich später, bei der Behandlung des Kommissionspostulates, noch einmal zu sprechen kommen.

Sicher ist einzig, dass es für jedes Armeemodell Logistiktruppen in irgendeiner Form brauchen wird – die Kaserne Bern dient in erster Linie dieser Truppengattung – und dass sie in einem Abrüstungsprozess unter den letzten sein werden, die abgebaut werden.

In dieser unsicheren Planungssituation kommt der baulichen Flexibilität und der Nutzungsneutralität des Renovationsprojektes zentrale Bedeutung zu. Die Kaserne Bern soll so renoviert werden, dass ihre Bausubstanz erhalten und die Vielfalt ihrer möglichen Nutzungen erhöht werden können. Gleichzeitig wird für die Stallungen und die Reithalle bereits heute ein Mix von militärischen und zivilen Nutzungen vorgesehen. Stallungen und Reithalle sollen in Zukunft zum Teil vom Städtischen Konservatorium für Theater und Musik Bern und von der Swiss Jazz School Bern sowie von Turnvereinen genutzt werden. Nutzungsneutralität, Flexibilität, Mix von zivilen und militärischen Nutzungen – dies war der Leitgedanke der in diesem Projekt federführenden Baudirektion des Kantons Bern.

Dies sind neue Töne im Rahmen einer militärischen Baubotschaft, und sie fanden die breite Unterstützung der gesamten Kommission. Die Baudirektion des Kantons Bern hat ein Renovationsprojekt erarbeitet, das Gesamtkosten von knapp 80 Millionen Franken mit sich bringt. Von diesen Kosten haben der Bund gemäss Vertrag 55 Prozent und der Kanton Bern 45 Prozent zu tragen. Der Grosse Rat des Kantons Bern hat diesem Bauprojekt im Juni letzten Jahres einstimmig – bei einer Enthaltung – zugestimmt.

Die SiK beantragt Ihnen ebenfalls einstimmig, diesem Kreditposten zuzustimmen.

Ich habe bereits auf die Problematik der massiven Unterbelegung der Schweizer Kasernen hingewiesen. Dieses Problem bildete einen der zentralen Bestandteile unserer Kommissionsdebatte, und die Kommission unterbreitet Ihnen deshalb ein entsprechendes Postulat, das eine jährliche Berichterstattung über die entsprechenden Planungen verlangt. Das zweite Bauprojekt dieser militärischen Baubotschaft 1998 betrifft die Renovation des Schiessplatzes in Vugelles-La Mothe. Dieses Bauprojekt in der Höhe von 9,5 Millionen Franken blieb im Gegensatz zur Renovation der Kaserne Bern nicht umstritten. Dabei schaffen jedoch weniger die Renovationspläne in ihrer technischen Art und in ihrem Umfang Schwierigkeiten; vielmehr schafft der Schiessbetrieb dieses Schiessplatzes an sich in den benachbarten Dörfern Probleme.

Der Schiessplatz Vugelles-La Mothe wird im übrigen nach Schliessung des Schiessplatzes in Reconvilier der einzige Infanterieschiessplatz der welschen Schweiz bleiben. Das VBS ist bezüglich dieser Schwierigkeiten und Lärmprobleme

in Verhandlungen mit den Behörden der betroffenen Dörfer. Doch konnte leider bis zum heutigen Tag unserer Debatte noch keine Einigung bezüglich der Anzahl der Schiessstage und insbesondere der Anzahl der Schiessnächte oder -abende gefunden werden. Dieser Umstand führte in der Kommission zu drei Stimmenthaltungen bezüglich dieses Teilkredites.

Ansonsten stimmte die Kommission auch diesem Teil der Bauvorlage einstimmig zu.

Guisan Yves (R, VD), rapporteur: Les projets et les programmes de construction d'ouvrages militaires s'inscrivent non seulement dans le redimensionnement mis en place par «Armée 95», mais déjà dans la perspective d'«Armée 200X». En l'occurrence, ils postulent explicitement de renoncer à toute nouvelle construction au profit des structures existantes et de procéder à des renouvellements pour améliorer la qualité de l'instruction, en portant une attention toute particulière à leur rentabilisation et leur charge d'exploitation.

Deux projets figurent au programme des constructions de 1998: l'assainissement de la caserne de Berne et la rénovation de la place de tir de Vugelles-La Mothe. La caserne de Berne est un monument quasiment historique, puisqu'elle a été construite entre 1873 et 1878. Elle est d'ailleurs classée. Certaines installations n'ont plus été renouvelées depuis 40 ans. Cela a permis à quelques membres de la sous-commission appelée à examiner ce projet à se remémorer les temps heureux de leur école de recrues, comme s'ils y étaient.

Il s'agit donc essentiellement d'adapter les locaux destinés à la troupe qui sont manifestement dépassés: dortoirs, sanitaires, nouvelle cantine, nouveaux locaux d'enseignement. Parallèlement, les écuries et le manège doivent être transformés pour permettre une utilisation conjointe, à la fois militaire et civile, par la mise à disposition de surfaces adaptées au sport, à la musique et aux loisirs, à l'intention de diverses sociétés locales ou autres.

L'ensemble de ces travaux est devisé à 77,364 millions de francs. Avec une répartition de 55 pour cent pour la Confédération, 45 pour cent pour le canton, le Conseil fédéral vous demande un crédit de 41,2 millions de francs. Le canton de Berne est propriétaire et exploitant de la caserne. L'utilisation des installations par l'armée est réglée par une convention entre la Confédération et le canton datant de 1930, convention qui a subi naturellement diverses adaptations par la suite.

La caserne de Berne est située à proximité des bureaux de l'administration fédérale. Elle est, par conséquent, un lieu riche en traditions. Elle est particulièrement adaptée pour l'instruction et l'organisation de cours d'Etat-major et autres. Elle a longtemps servi à l'infanterie. Depuis 1995, elle est occupée par des troupes de soutien. Il est donc particulièrement nécessaire de maintenir cette infrastructure dans la capitale. Comme mentionné au préalable, ces travaux s'inscrivent dans une perspective de flexibilité pour permettre l'adaptation à la future «Armée 200X». La neutralité des coûts d'exploitation est assurée.

Durant ces quatre dernières années, la caserne de Berne a enregistré une moyenne de 150 000 nuitées, soit un taux d'occupation de 56 pour cent. Il s'agit là certainement d'un chiffre désastreux pour un médecin hospitalier! L'armée réduit, semble-t-il, aussi la durée de ses séjours, mais combinée avec les séminaires et autres cours, on parvient à un taux de près de 95 pour cent. Il n'en demeure pas moins que la commission a été très sensible à cette question et a présenté un postulat sur ce point. Elle vous propose à l'unanimité d'accepter le crédit demandé.

Le deuxième objet concerne la place de tir de Vugelles-La Mothe. Elle a été construite il y a plus de 50 ans; elle dispose de deux zones d'utilisation différentes: l'une est réservée aux chars de combat et aux chars de grenadiers qui peuvent tirer sur une distance de 1300 mètres sur des cibles mobiles se déplaçant à la vitesse de limace de 12 à 15 kilomètres à l'heure. L'autre concerne l'infanterie pour la pratique du fusil d'assaut 90, du «Panzerfaust» et de la grenade à main. Cette place d'exercice est utilisée par les écoles antichars de

Chamblon, les écoles d'infanterie mécanisée de Bière et les écoles de blindés de Thoune. La Confédération en est propriétaire. Une convention avec la commune de Vugelles en règle l'utilisation. Cette place de tir n'est certainement plus adaptée à l'armement moderne, dont le rôle déterminant dans le maintien de la sécurité, non seulement en cas de guerre, mais de désordre civil grave, n'est plus à démontrer. Dans le secteur de l'infanterie, le projet consiste à remplacer le circuit de cibles sur rail pour passer à une vitesse de 30 à 50 kilomètres à l'heure, et à aménager les positions de tir ainsi que celles de signalisation des touchés. Les mêmes adaptations doivent être mises en place dans le secteur des troupes légères. Il est également prévu, dans une phase ultérieure, de construire une halle de chars. Parallèlement, les bâtiments doivent être complètement rénovés, avec la construction d'un nouveau poste de commandement de tir. Enfin, un stand de tir de grenades doit être construit en mettant l'accent sur les conditions de sécurité.

Le bruit constitue le problème principal de cette réalisation et de la poursuite de son exploitation. Certes, un crédit de protection, avec la mise en place de vitres spéciales dans tous les bâtiments des communes concernées, est prévu et inclus dans le crédit sollicité. Mais avec une utilisation pendant 130 jours de tir dont 50 de nuit, la population est mise à rude contribution. A la limite, on peut se demander effectivement si le maintien d'une place de tir dans une zone habitée – les tirs de chars passent en effet par-dessus le village – est raisonnable. La commune de Vugelles se trouve en négociation avec le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports et semble disposée à accepter un compromis réduisant le nombre de jours de tir à 80 et le nombre de tirs de nuit à 30.

Mais les tirs en rafale sont particulièrement mal ressentis. La commune voisine de Novalles, par contre, dont le village se trouve également en bonne partie en zone de bruit maximal de 128 décibels, ne l'entend absolument pas de cette oreille – c'est le cas de le dire! –, et considère que ses projets de développement sont compromis. L'aboutissement à satisfaction des négociations en cours est couplé à l'octroi du crédit demandé de 9,5 millions de francs.

La commission a été convaincue de l'effort de transparence du département en la matière. Dans ces conditions, elle vous propose d'accorder ce crédit, par 19 voix sans opposition et avec 3 abstentions.

Chiffelle Pierre (S, VD): A l'article 2, il s'agit d'allouer aujourd'hui un crédit de construction concernant la rénovation de l'installation de tir pour chars à Vugelles-La Mothe. C'est donc le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports qui est concerné. Je vous propose que nous ne parlions pas que de défense, mais aussi un peu de protection de la population.

Dans le cas particulier, après m'être rendu sur place avec la sous-commission, j'ai quand même cherché à satisfaire un peu plus avant ma curiosité en prenant contact avec certains représentants de la population locale ou des autorités, en particulier à Novalles. Il y a quelque chose que j'aimerais évoquer aujourd'hui, ici, devant vous.

Cela pourrait être bêtement sentimental, mais je crois qu'on a parfois aussi le droit de l'être: c'est par exemple, tout simplement, le sommeil des enfants des deux villages – il y a 220 habitants au total – qui virtuellement, en fonction de la convention qui a été passée avec la seule commune de Vugelles-La Mothe, et pas avec la commune de Novalles, peuvent 30 jours par année, jusqu'à 22h30, être gravement perturbés dans leur sommeil par les tirs exécutés à cette occasion-là. Je vous laisse imaginer la nuisance que représente, pendant le début du sommeil d'un enfant, un bruit de 128 décibels au-dessus de sa tête, puisqu'il vous faut savoir que ces deux petits villages se situent dans une vallée au-dessus de laquelle de sympathiques obus circulent de manière maximale 80 jours par année d'après la convention et 30 jours durant la nuit.

Il me paraît que, dans le cas particulier, on n'a pas cherché, avec les deux communes et leur population, toutes les solu-

tions d'accommodement qui étaient possibles. M. le conseiller fédéral nous dira certainement tout à l'heure que, s'agissant des autorités de Vugelles, tout est arrangé, de telle sorte qu'on pourrait dire qu'à Vugelles-La Mothe, on leur a dit: «vos gueules, les mouettes!»

Dans le cas particulier, il n'en va pas de même, comme le rapporteur de langue française l'a évoqué tout à l'heure, avec la commune de Novalles. Le syndic et député radical de ce village est, avec sa municipalité, farouchement opposé à ce projet et m'a encore déclaré hier au téléphone être décidé, avec les autres opposants privés, à porter cette affaire jusque devant le Tribunal fédéral, afin d'empêcher la rénovation de cette place de tir qui leur paraît particulièrement inopportun. Effectivement, on peut très sérieusement se poser la question. Le département nous a expliqué qu'on avait renoncé à une rénovation de la place de tir de Reconvillier, car cela posait des problèmes par rapport à la Transjurane. Alors, il faut savoir quelles sont les valeurs qu'on met prioritairement en avant: est-ce la simple protection du trafic ou est-ce aussi la protection des populations qui vivent toute l'année dans un seul endroit?

Eh bien, dans l'une des communes concernées, cela pose un problème sérieux, c'est celle de Novalles. En raison du fait que, ces dernières années, la vétusté des installations les rendait extrêmement peu attractives pour la troupe, il n'y a eu environ que six à huit jours de tir par année, ce qui fait que de nombreuses personnes ont fini par venir s'installer dans ces villages, et notamment à Novalles, par y acquérir des maisons, par rénover des fermes, s'imaginant bien qu'à terme, ces installations seraient définitivement obsolètes et abandonnées. Ce n'est pas du tout ce qui se passe, et il y a tout lieu de craindre, de manière objectivement fondée, que des installations «high tech» attirent à nouveau les commandants de compagnie qui viendront en masse s'exercer, épuisant le quota maximal de journées de tir convenu avec le département.

Ça signifie donc qu'il y a toutes les raisons de craindre que ces communes soient désertées par leurs habitants qui veulent de s'y installer, en raison de ces nuisances. D'ailleurs, il est intéressant de relever qu'en fin de compte, la cohabitation avec la population locale ne se passe pas aussi bien qu'on veut le dire. On l'a vu tout à l'heure, à Novalles il y a de sérieuses résistances, et c'est un euphémisme. Et à Vugelles-La Mothe, en 1989, à l'occasion de la votation sur l'initiative populaire «pour une Suisse sans armée», de manière extrêmement surprenante cette petite bourgade campagnarde – alors que d'habitude dans ce genre d'endroit l'initiative a dû recueillir entre 10 et 15 pour cent de oui –, on a enregistré 46 pour cent de oui, ce qui était tout à fait surprenant. Malaise, il y a donc.

D'autre part, on peut aussi se demander si, sur le plan stratégique, en raison des réflexions qui sont actuellement les nôtres dans le cadre des suites qu'il conviendra de donner au rapport de la commission Brunner, il se justifie d'investir dans la technologie d'entraînement de chars qui sont tout de même axés, je vous le rappelle, sur un concept passablement dépassé et sur un concept unique de stricte défense du territoire.

C'est la raison pour laquelle il me paraît que, sans dommage, c'est ma proposition principale, on peut renoncer purement et simplement à ce crédit, ce qui incitera le département à chercher d'autres solutions si elles sont indispensables, ou, à tout le moins, c'est ma proposition subsidiaire, attendre que la commission puisse nous fournir la garantie absolue que la majeure partie de la population touchée, et ça concerne les deux villages, accepte les aménagements qui sont à convenir avec le département pour l'exploitation de cette place de tir, faute de quoi nous imposerions, dans des conditions inacceptables, des installations à une population qui n'en veut pas.

Alder Fredi (S, SG): Das vorliegende Bauprogramm beinhaltet – wie Sie gehört haben – Bauprojekte, für die Verpflichtungskredite in der Höhe von 50,771 Millionen Franken beantragt werden. Wenn Eintreten auf dieses Bauprogramm von

uns auch nicht bestritten wird, so wirft letzteres doch Fragen auf, die diskutiert werden müssen:

1. Die Eidgenössische Finanzkontrolle stellte bei der Prüfung der Wirtschaftlichkeit der Ausbildungsinfrastruktur fest, dass die Waffenplätze und Kasernen mit durchschnittlich 45 Prozent und die Truppenunterkünfte mit durchschnittlich nur 22 Prozent ausgelastet sind. Angesichts der in den nächsten Jahren zu erwartenden Reduktion der Truppenbestände wird sich diese Situation kaum verbessern. Rückblickend muss sich das Parlament doch die unbequeme Frage stellen, ob eben 40 Waffenplätze nicht doch genug gewesen wären.
2. Wenn die Kreditsumme der bisherigen Baubotschaft im Vergleich zu früheren Jahren verhältnismässig gering ausfällt, so darf dabei nicht übersehen werden, dass zusammen mit den im Bauvoranschlag eingestellten Projekten in der Höhe von 165,55 Millionen Franken die gesamte Investitionssumme für militärische Bauten derzeit in der Gröszenordnung der Baukredite von 1992 und 1993 liegt. Hinzu kommt, dass im ordentlichen Budget weitere 108 Millionen für Unterhalt und Liquidation von Bauten sowie für nichtversicherbare Schäden enthalten sind.

Was zudem besonders auffällt, ist die zunehmende Tendenz, Kleinprojekte unter 10 Millionen Franken in die Bauvoranschläge aufzunehmen. 1990 entfielen nur gerade 15 Prozent aller Investitionen in Armeebauten auf solche Kleinprojekte. Im letzten und in diesem Jahr wurden um die 75 Prozent der Bauten in diesen undurchsichtigen Sammelkredit aufgenommen. Es ist auch nicht klar, nach welchen Kriterien die Zuteilung der Projekte unter 10 Millionen Franken zur Baubotschaft oder zum Bauvoranschlag erfolgt. So enthält das heute zur Diskussion stehende Bauprogramm 1998 den Schiessplatz Vugelles-La Mothe, für den – wie Sie wissen – ein Verpflichtungskredit von 9,5 Millionen Franken beantragt wird. Andererseits war das Walenstädter Projekt «Kampf im überbauten Gelände» mit Investitionskosten von ebenfalls 9,5 Millionen Franken in einen Bauvoranschlag aufgenommen worden. Herr Bundesrat, ich weiss, dass Sie um Transparenz bemüht sind; ich glaube, hier wären diesbezüglich noch Anstrengungen zu unternehmen. Es stellt sich in diesem Zusammenhang auch die Frage, ob Baubotschaft und Bauvoranschlag nicht in der gleichen Kommission – ich denke natürlich an die SiK – behandelt werden müssten.

Zu den beiden Projekten:

1. Wir sagen ja zur Sanierung der Kasernenanlage Bern, weil die Sanierung der Mannschaftsräume und der sanitären Einrichtungen den Armeeangehörigen zugute kommt und die Räume der umgebauten Reithalle – nebst der militärischen Nutzung – auch zivilen Institutionen zur Verfügung gestellt werden.

2. Zum Schiessplatz Vugelles-La Mothe: Diesem Projekt hätten wir zugestimmt, vorausgesetzt, dass mit den Einsprechern in den Gemeinden Vugelles-La Mothe und Novalles bezüglich der Lärmbelastungen durch das Schiessen einvernehmliche Lösungen hätten gefunden werden können. Weil in bezug auf diese Einsprachen und der von den beiden Gemeinden vorgebrachten Einwände und Vorbehalte bis heute offenbar noch keine Einigung erzielt werden konnte, die Einigungsverhandlungen also noch nicht abgeschlossen sind, wird sich ein Teil der Faktion der Stimme enthalten, ein anderer Teil wird die Streichung und/oder den Rückweisungsantrag Chiffelle unterstützen.

In der Detailberatung werden wir im weiteren den Antrag der Minderheit auf Streichung von Absatz 1 in Artikel 3 unterstützen. Wir sind der Meinung, dass zwischen den neuausbezahlten Verpflichtungskrediten keine – auch nicht geringfügige – Verschiebungen vorgenommen werden sollten. Unter «geringfügig» versteht man offenbar Verschiebungen von 10 Prozent innerhalb der beiden Verpflichtungskredite, was in diesem Fall 5 Millionen Franken ausmachen würde. Wir sind der Meinung, dass hier weiterer «Gummi» nicht angezeigt ist. Es kommt dazu, dass für teuerungsbedingte Mehraufwendungen ohnehin schon 10 Prozent eingesetzt werden könnten. Ich bitte Sie also, diesem Streichungsantrag der Minderheit Haering Binder zuzustimmen. Im weiteren bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Schmid Odilo (C, VS): Der Bundesbeschluss über die militärischen Bauten (Bauprogramm 1998) betrifft zwei Objekte. Die Kommissionssprecherin und der Kommissionssprecher haben diese Projekte korrekt vorgestellt. Ich kann Ihnen weitere Auskünfte hierzu ersparen. Generell scheint auch mir wichtig, dass bei der Beurteilung der Bauprogramme des VBS immer wieder die Frage nach der Nutzung und Integration dieser Bauten im Rahmen der «Armee 95» und im Rahmen der Armee nach dem Jahr 2000 gestellt wird. Für beide Bauvorhaben ist diese Frage beantwortet, soweit – was die Armee nach dem Jahr 2000 betrifft – heute von einer Antwort überhaupt schon ausgegangen werden kann.

Zur Kasernenanlage Bern: Dieses Geschäft war in der Kommission nicht bestritten, und auch unsere Fraktion hat diesbezüglich keine Bedenken. Dass man Mannschaftskasernen, Mannschaftsunterkünfte, Sanitäranlagen, Gemeinschaftsräume und dergleichen zeitgemässen Bedürfnissen anpassen muss, ist unbestritten. Die Mannschaftskaserne wird auch weiterhin nur militärisch genutzt. In Ergänzung dazu macht der Umbau von Reithalle und Stallungen auch insofern Sinn, weil fürderhin – im Sinne einer besseren Nutzung und Auslastung dieser Anlagen – auch eine wirklich sinnvolle zivile Nutzung vorgesehen ist. Frau Haering Binder hat die Nutzungsmöglichkeiten aufgezeigt, und es ist wirklich gut, dass wir probieren, Anlagen des Militärs auch einer sinnvollen zivilen Nutzung zuzuführen, damit die Auslastung besser wird. Dass sich der Bund mit 55 Prozent beteiligt und der Bauherr, der Kanton Bern, mit 45 Prozent, zeigt auch, dass der Kanton Bern Interesse an dieser Anlage hat, was auch durch die Abstimmung im Grossen Rat des Kantons Bern belegt wurde.

Zum zweiten Vorhaben, der Sanierung des Schiessplatzes Vugelles-La Mothe: Hier stellt sich die Frage nach einer sinnvollen Nutzung besonders. Beim Besuch der Subkommission bemühten wir uns, die Anliegen der betroffenen Gemeinden und der Bevölkerung zu erspüren, und wir konnten feststellen, dass das gleiche Anliegen auch beim VBS vorhanden ist. Wir waren beeindruckt von der Offenheit, mit welcher die Vertreter des VBS die Probleme der Bevölkerung angegangen haben. Dass man im Rahmen des militärischen Bewilligungsverfahrens die Anliegen der Einsprecher und der Gemeinden diskutiert und wenn immer möglich zu einvernehmlichen Lösungen kommen will, scheint der CVP-Fraktion natürlich grundsätzlich richtig zu sein.

Es ist ein Rechtsgrundsatz, an dem nicht gerüttelt werden darf. Allerdings – das muss man auch sagen – kann es einen Schiessplatz ohne Lärm nicht geben. Dass sich – rein materiell – die Sanierung des Schiessplatzes Vugelles-La Mothe aufdrängt, war nicht bestritten. In diesem Sinne hat die Kommission der Sanierung denn auch mit 19 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen zugestimmt.

Gerne halte ich hier fest, dass sich die Vertreter des VBS einer wohltuenden Offenheit befleissen, und zwar sowohl gegenüber der Kommission als auch gegenüber der Bevölkerung und den Gemeinden. Die Anliegen werden ernst genommen. Es wird gemeinsam mit den Einsprechern nach Lösungen gesucht. Das ist der richtige Weg, um tragbare Lösungen zu finden.

Übrigens muss man auch folgendes festhalten: Dieses zweite Projekt – die Sanierung des Schiessplatzes Vugelles-La Mothe – hätte nicht vor das Parlament gebracht werden müssen, weil der Kredit unter 10 Millionen Franken liegt. Dass das VBS dies trotzdem tut, spricht für das VBS, denn dies zeigt doch auch auf, dass hier Transparenz gewünscht und gelebt wird.

Zu den einzelnen Anträgen: Die CVP-Fraktion ist für Zustimmung zum Bauprogramm 1998. Unsere Fraktion lehnt den Streichungsantrag Chiffelle ebenso ab wie seinen Eventualantrag. Den Antrag der Minderheit Haering Binder lehnen wir auch ab. Wir sind uns aber bewusst, dass dieses Problem einmal grundsätzlich diskutiert werden müsste. Es kann wirklich zu Problemen führen, wenn zwei unterschiedliche Bauvorhaben wie diese beiden in diesem Satz kolportiert – erlauben Sie mir diesen Ausdruck – werden. Man könnte zur Not praktisch 5 Millionen Franken zusätzlich von Bern nach Vu-

gelles transferieren, aber das macht keinen Sinn. Wir werden jedoch diesen Minderheitsantrag ablehnen, das VBS aber bitten, diese Problematik ernst zu nehmen und in einer weiteren Baubotschaft allenfalls auf diesen Satz zu verzichten. In diesem Sinne sind wir für Eintreten und für Zustimmung zur Vorlage.

Eggly Jacques-Simon (L, GE): En politique probablement plus qu'ailleurs, les propositions ou les positions sont nourries par les arrière-pensées. Depuis quelques années, c'est le moins qu'on puisse dire, l'armée est soumise à rude épreuve. Elle doit, comme on dit, se remettre en question. Elle est, comme on dit, constamment interpellée. Elle doit, comme on dit encore, se redimensionner, s'adapter, évoluer. Ces efforts, elle les fait. Ces efforts, ils sont difficiles, ils sont laborieux. Elle est soumise, l'armée, et le département en général, à un exercice de dialogue continu, d'explications continues. C'est beaucoup demander. Ce serait la moindre des choses que de demander qu'il y ait un minimum de confiance autour de l'armée.

En ce qui concerne ce crédit, la caserne de Berne, elle, n'est guère contestée. Il a été dit en commission qu'on a souhaité qu'il y ait une évaluation périodique et régulière sur l'utilisation des casernes, mais quant au fait qu'il faut des casernes adaptées aux besoins, quelles que soient plus tard les méthodes d'instruction de l'armée – formation en bloc, écoles de recrues en bloc, et cours de répétition en bloc ou bien périodiques –, cela, personne ne peut le contester. Je ne m'attarderai donc pas sur le problème de la caserne de Berne, où, d'ailleurs, avec la collaboration financière du canton, les choses semblent assez indiscutables.

En revanche, il y a controverse sur la place de tir de Vugelles-La Mothe. M. Chiffelle nous dit que, probablement, cette place de tir est inadaptée par rapport à l'évolution de l'armée et aux besoins. Cela, Monsieur Chiffelle, fait partie d'un grand débat fondamental qui est le suivi du rapport Brunner. Jusqu'à preuve du contraire, il faut bien des places de tir. Il y en a moins qu'avant. En Suisse romande, Vugelles-La Mothe sera quasiment la seule qui demeurera sous cette forme. Il faut bien des places de tir. La seule question donc qui se pose est de savoir comment doit être aménagée cette place de tir, et à quelles conditions on peut faire accepter les nuisances par les communes avoisinantes.

Avant de parler de nuisances, j'aimerais dire ceci: l'implantation de l'armée ou l'implantation d'une place de tir a aussi des effets économiques bénéfiques pour les communes concernées. Par exemple, dans la région considérée, Monsieur Chiffelle, il y a un bistro qui tombait complètement en désuétude, qui n'arrivait plus à tourner. L'armée l'a racheté, comme elle a racheté une grande partie des terrains. Economiquement, Vugelles-La Mothe vit largement de l'armée et des effets économiques bénéfiques que cela comporte. Je ne nie pas pour autant les nuisances, mais finalement il y a une pesée d'intérêts. Il y a naturellement un intérêt civique, un intérêt politique, un intérêt de défense nationale à ce que, dans certaines régions, près de certains villages, il y ait en effet une possibilité pour l'armée d'accomplir sa mission de formation et d'exercice.

Et il y a des précautions à prendre. Avec Vugelles-La Mothe, le dialogue a été constant. On l'a su en commission, et j'ai appris que ce dialogue continue avec le chef des Forces terrestres, le commandant de corps Dousse, et que véritablement, on arrive maintenant à une entente à peu près sur tout.

Avec la commune voisine de Novalles, vous nous dites que ça n'est pas le cas. Peut-être! Mais faut-il tout bloquer parce qu'à un moment donné, il y a encore des opposants, des minoritaires qui s'opposent à un ouvrage d'intérêt public? Et jusqu'à quand?

Indiscutablement, le maximum de précautions ont été prises. Indiscutablement, le dialogue le plus large possible a été nourri. Alors, à un certain moment, c'est la question de confiance qui se pose. On ne peut toujours à cause de réticences, dirais-je, surseoir, attendre et ne pas faire ce que l'on doit faire dans l'intérêt général. Le crédit qui nous est demandé pour la place de tir de Vugelles-La Mothe est en des-

sous de 10 millions de francs. Il est donc, d'après la loi, de la seule compétence du Conseil fédéral, c'est quand même un peu paradoxal. Dans un esprit de dialogue, le Conseil fédéral l'inclut dans ce projet d'arrêté et nous le soumet. En commission, nous avons eu toutes les explications possibles et imaginables. La manière dont nous récompenserions le Conseil fédéral de vouloir nous soumettre ce qu'il pouvait faire lui-même, ce serait de venir l'embêter, et de l'embêter encore et essayer de l'empêcher d'agir. D'autres diraient que c'aurait été une marque de volonté politique qu'il assume ça. Point final.

Enfin, relevons ici la volonté de dialogue. Il faut ramener le débat à l'essentiel: il y a ceux qui n'ont pas envie que l'armée puisse s'exercer parce qu'ils sont contre l'armée, contre l'armée sous la forme passée, contre l'armée sous la forme actuelle, mais aussi contre l'armée sous la forme future quelle qu'elle soit; il y a ceux qui, tout en voyant bien qu'il y a des problèmes et qu'il faut en discuter, ont envie qu'à un moment donné on décide malgré tout et qu'on assume notre responsabilité envers la défense nationale.

C'est dans cet esprit que le groupe libéral vous recommande d'accepter les deux crédits, c'est-à-dire l'arrêté, et de rejeter les propositions principales et subsidiaires Chiffelle.

Chiffelle Pierre (S, VD): Monsieur Eggly, vous avez vous-même évoqué le fait que le rapport de la commission Brunner allait nous entraîner dans des réflexions stratégiques fondamentales. Vous avez dit encore que, jusqu'à preuve du contraire, on a besoin de places de tir. Cet élément, couplé au problème que pose cette installation pour la population, et notamment pour celle de Novalles, ne devrait-il pas nous amener raisonnablement à considérer qu'un doute stratégique plus un doute d'intégration environnementale suffisent à tout le moins à réfléchir un peu plus longtemps avant d'aller de l'avant, avec une dépense tout de même pas insignifiante?

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Monsieur Chiffelle, je vous répondrai que s'il fallait, à cause de la commission Brunner et de son rapport – je vous rappelle que je faisais partie de la commission Brunner et que j'adhère totalement au rapport –, qu'on suspende, qu'on fasse un moratoire total de tous les exercices de l'armée telle qu'elle est aujourd'hui, alors assurément on tuerait l'armée. Bien sûr que, en ce qui concerne l'artillerie, en ce qui concerne les blindés, etc., il y a aura probablement des décisions à prendre. La commission Brunner ne pense en tout cas pas – puisque si vous avez lu son rapport, vous avez remarqué qu'on y parle du «coeur de compétences et de la continuité» – qu'il faudra cesser d'avoir des exercices de tir aussi bien d'infanterie que d'artillerie mobile. Alors, dans quelle mesure? C'est déjà beaucoup moins qu'avant et je ne crois pas que ce soit un argument pour dire: vous voyez, il faut attendre jusqu'à ce que l'on ait tiré toutes les conséquences de la commission Brunner. C'est un projet modeste, c'est un projet raisonnable et c'est un projet que, véritablement, si on est pour une certaine continuité de la défense nationale, l'on doit approuver.

Präsident: Die Fraktion der Freiheits-Partei lässt mitteilen, dass sie für Eintreten stimmt und die Kommissionsmehrheit unterstützt.

Oehrli Fritz (V, BE): Eigentlich ist alles gesagt, und der Präsident hat es nicht gerne, wenn man sich wiederholt, wir wissen das. Trotzdem noch ein paar Worte:

Wir haben es gehört: Nur zwei Projekte stehen beim Bauprogramm an. Die Gesamtsumme wurde uns genannt, aber wir haben betreffend die Kaserne Bern auch gehört, dass sie dem Kanton Bern gehört und dass der bernische Grosse Rat schon im Juni 1997 mit allen gegen eine Stimme dem Gesamtprojekt zugestimmt hat. Wir haben gehört, wieviel der Bund an die Anlage bezahlt. Die Kasernenanlage Bern ist im Schweizerischen Inventar der Kulturgüter als Objekt von nationaler Bedeutung aufgeführt. Die Stelle für Denkmalpflege war im Architekturwettbewerb auch beteiligt, konnte also mit-

reden. Dass gewisse Teile der Kaserne, d. h. speziell Reithalle und Stallungen, wenn sie umgebaut sind, auch der zivilen Bevölkerung zugänglich gemacht werden, finden wir auch gut.

Die Kaserneanlage Bern ist wirklich renovationsbedürftig. Ich war am vergangenen 25. Mai bei der Besichtigung wirklich erstaunt, dass in dieser Kaserne alles noch genau so ist wie vor 37 Jahren, als ich dort selber die Rekrutenschule absolvierte. Schon damals sprach man von nötigen Sanierungen.

Aus diesem Grund stimmt die SVP-Fraktion diesem Projekt einstimmig zu. Ich möchte auch darauf aufmerksam machen, dass dieser Kredit von 41,211 Millionen Franken der Ausgabenbremse unterstellt ist.

Zum Projekt Schiessplatz Vugelles-La Mothe, dem zweiten Projekt: Dort soll eine erste Etappe von Sanierungsarbeiten ausgeführt werden. Der Waffenplatz wird speziell für die Ausbildung von Kampftruppen verwendet, d. h. Infanterie, Mechanisierte und Leichte Truppen. Da auf dem zur Diskussion stehenden Schiessplatz die Infrastrukturen grösstenteils vor mehr als 50 Jahren erbaut wurden, müsste eigentlich jedem der Armee gegenüber verantwortungsbewussten Politiker klar sein, dass da Sanierungen dringend notwendig sind.

Die SVP-Fraktion stimmt auch diesem Verpflichtungskredit von 9,56 Millionen Franken, der nicht der Ausgabenbremse unterstellt ist, einstimmig zu.

Ich bitte Sie, beiden Projekten und beiden Krediten zuzustimmen.

Den Streichungsantrag und den Eventualantrag Chiffelle lehnt die SVP-Fraktion einstimmig ab. Vertreter der Armee und der Gemeindebehörden haben – wie wir gehört haben – Gespräche geführt: Die Zahl der Schiesstage und der Nachschiessen konnte massiv reduziert werden. Es wurden also Einigungen erzielt.

Die SVP-Fraktion lehnt auch den Antrag der Minderheit Haering Binder ab, weil wir der Meinung sind: Wenn das VBS schon dermassen finanziell eingeengt wird, sollte man ihm diesen kleinen Spielraum gewähren.

Dünki Max (U, ZH): Um es vorwegzunehmen: Die LdU/EVP-Fraktion ist einstimmig für Eintreten auf die Vorlage und wird die beiden angeforderten Verpflichtungskredite gutheissen. Die Renovation und die Modernisierung der Kaserne Bern sind nach unserer Meinung dringend notwendig. Vom vorgelegten Projekt sind wir überzeugt und schätzen es, dass auf die bestehende gute Bausubstanz Rücksicht genommen wird. Die enge Zusammenarbeit zwischen den Organen des Bundes, des Kantons Bern und der Stadt Bern ist eine begrüssenswerte Lösung, die in ähnlichem Sinne auch an anderen Orten zur Nachahmung empfohlen werden kann. Dass bezüglich der Kostenaufteilung auf diese drei Stufen eine Einigung gefunden werden konnte, die scheinbar alle befriedigt, verdient Dank und Anerkennung. Das Konzept der Mehrfachnutzung unter Einbezug ziviler Kreise ist zukunftsgerichtet. Damit können verschiedene Bedürfnisse abgedeckt werden. Wir wünschen, dass ähnliche Lösungen auch an anderen Orten angestrebt werden, wenn es irgendwie möglich ist.

Auch gegen die Sanierung des Schiessplatzes im Waadtland haben wir nichts einzuwenden. Die Begründung des Vorhabens lässt keinen Zweifel aufkommen, dass der Kredit nötig ist. Die Schiessausbildung muss den heutigen Waffen angepasst werden; auch auf diesem Gebiet muss die Armee mit der Zeit gehen. Bedenken Sie: Die Verbesserung der Betriebs- und Arbeitsbedingungen für das Schiessplatzpersonal ist eine Forderung, die nur mit einer Gesamtsanierung erfüllt werden kann.

Ich verstehe Herrn Chiffelle nicht: Er ist Mitglied der SiK. In diesem Gremium hat er seinen heutigen Eventualantrag nicht zur Diskussion gestellt, wir konnten somit in der Fraktion auch nicht darüber reden. So geht es nicht; Sie hätten uns früher auf diese Probleme aufmerksam machen sollen! Wir finden, hier werde kein ganz ehrliches Spiel gespielt.

Uns stört aber auch, dass bei diesem Objekt ein Kredit von unter 10 Millionen Franken über die Baubotschaft angefor-

dert wird, während die Finanzierung anderer kleinerer militärischer Bauten mittels Einsetzung der Zahlen im Voranschlag realisiert wird. Die geltende, beschlossene Regelung sollte nach unserer Meinung konsequent angewandt werden, sonst schaffen wir ungleiches Recht. Es ist schwer verständlich, dass einmal der eine und ein anderes Mal der andere Weg beschritten wird. Das erschwert den Überblick.

Unsere Fraktion wird auch das Kommissionspostulat unterstützen, welches vom Bundesrat die jährliche Vorlage seiner rollenden Planung über die militärischen Ausbildungs- und Unterkunftsobjekte verlangt. Die Armee ist bekanntlich im Umbruch. Wenn sie in Zukunft weiter verkleinert wird, muss damit gerechnet werden, dass wegen Unterbelegung einzelne Waffenplätze aufgehoben oder mit anderen zusammengelegt werden müssen. Wenn dieser Umstand eintritt, gibt es ganz bestimmt aus regionalpolitischer Sicht ein Gerangel.

Darum dürfen wir heute keine Präjudizien mehr schaffen. Die zukünftigen Bauprogramme müssen bereits auf die Reform «Armee 200X» ausgerichtet werden. Was wir jetzt bewilligen, muss auch nach der Jahrtausendwende noch benutzt werden können, sonst macht die Investition keinen Sinn. Im jetzigen Moment ist dies ein schweres Unterfangen, weil noch niemand genau weiß, wie die Armee nach der Umstrukturierung aussehen wird. Trotzdem muss diesem Aspekt Rechnung getragen werden. Wir müssen alles daransetzen, dass Fehlinvestitionen vermieden werden.

Den Antrag der Minderheit Haering Binder auf Streichung von Artikel 3 Absatz 1 lehnen wir auch ab. Es scheint sinnvoll zu sein, dass kleinere Verschiebungen von Verpflichtungskrediten vorgenommen werden dürfen, wobei das Wort «geringfügig» voll zu beachten ist. Der Gesamtkredit darf nicht überschritten werden. Das ist für uns wichtig. Die bisherige Praxis auf diesem Gebiet hat sich bewährt. Eine Änderung drängt sich nicht auf, auch wenn heute ein grosses und ein ganz kleines Bauprojekt zur Diskussion stehen.

Unsere Fraktion stimmt also dem Bauprogramm 1998 ohne Bedenken zu. Wir lehnen alle Abänderungsanträge ab. Es sind zwei Objekte ausgewählt worden, die dringend saniert werden müssen. Wir wissen die Zurückhaltung des VBS zu schätzen. Es hat bewiesen, dass das Departement in Anbetracht der prekären Finanzlage des Bundes zwischen Notwendigem und Wünschbarem zu unterscheiden weiß. Hierfür danken wir allen Verantwortlichen.

Chiffelle Pierre (S, VD): Ich verstehe Ihr Erstaunen sehr gut, Herr Dünki, aber ich muss Ihnen folgendes erklären: Ich habe die Anträge nicht bereits in der Kommission gestellt, weil ich damals nicht alle Informationen hatte. Seither habe ich mich bei den lokalen Behörden erkundigt und festgestellt, dass es vor allem in Novalles sehr grosse Opposition gegen diese Anlage gibt und dass diese Probleme nicht gelöst wurden. Darum habe ich diese Anträge erst jetzt stellen können.

Tschuppert Karl (R, LU): Die FDP-Fraktion beantragt Ihnen Zustimmung zum Bauprogramm 1998, und zwar einstimmig. Wir begrüssen es, dass die Kaserneanlage Bern renoviert wird. Es ist ein wunderschöner Bau. Die Sanierung ist dringend notwendig. Das Innenleben dieser Kaserne haben viele aus nächster Nähe miterlebt. Wir begrüssen auch den Umbau der Pferdestallungen und der Reithalle, die nach dem Umbau auch anderen Nutzungen zugeführt werden sollen: dem Sport und der Musik. Diese Zusammenarbeit zwischen Bund, Kanton und Stadt Bern ist aus unserer Sicht sehr gut und wegweisend. Nachdem der Grosse Rat des Kantons Bern vor einem Jahr dieser Sanierung zugestimmt hat, geht es heute nur noch ums Nachvollziehen. Das legitimiert uns, heute über diese Vorlage zu sprechen.

Nun zum Schiessplatz Vugelles-La Mothe. Dazu habe ich folgendes zu sagen: Dieses Projekt – ich wiederhole das – hätte im Rahmen dieser Botschaft gar nicht behandelt werden müssen, weil es die 10-Millionen-Grenze nicht erreicht und alle Bauten unter dieser 10-Millionen-Grenze im normalen Voranschlag behandelt werden. Aber weil es sich hier um eine erste Etappe des Ausbaues handelt, ist dieses Vorge-

hen des VBS unserer Meinung nach richtig. Sonst wäre der Vorwurf gekommen, man habe irgend etwas verbergen wollen. Deshalb begrüssen wir es, dass die Vorlage hier behandelt wird.

Das Geschäft gab eigentlich in der Kommission nicht zu grossen Diskussionen Anlass. Herr Chiffelle hat, wie wir ihn kennen, in der Kommission die obligaten kritischen Fragen gestellt. Aber er hat nicht Obstruktion gemacht, er hat sich nur der Stimme enthalten – was übrigens zwei weitere Mitglieder der SP-Fraktion gemacht haben. Aber auch sie haben nicht gegen dieses Projekt gestimmt.

Ihre Aktivität gestern hat mich schon etwas erstaunt, Herr Chiffelle: nicht nur das Verteilen Ihrer Begründung nur an einzelne Mitglieder, sondern auch der Zeitungsartikel, den wir in der welschen Presse gelesen haben. Wenn ich an die Kommissionssitzung zurückdenke, Herr Chiffelle, hat unser Präsident, Herr Bonny, Herrn Korpskommandant Dousse den Auftrag gegeben, mit den Behörden von Vugelles-La Mothe noch einmal Kontakt aufzunehmen, weil noch einige Fragen offen waren. Sie haben dem zugestimmt. Ich weiss aus zuverlässiger Quelle, dass dieses Gespräch am 11. Juni stattgefunden hat. Ich bin orientiert worden, dass das Gespräch mit den Behörden zufriedenstellend verlaufen sei. Und jetzt dieser Wirbel! Ich glaube nicht, dass die Sache das wert ist.

Ich hoffe, dass Herr Bundesrat Ogi auf dem heutigen Stand der Informationen ist und ganz klar Auskunft geben kann und dass wir künftig solche Sachen nicht mehr in der Öffentlichkeit diskutieren müssen. Wir haben genügend Gelegenheit, das in der Kommission zu tun. Deshalb möchte ich Sie bitten, sich richtig zu informieren, wenn die Fakten nicht auf dem Tisch sind.

Ich beantrage Ihnen namens der FDP-Fraktion, diesem Geschäft zuzustimmen.

Wir lehnen auch den Antrag der Minderheit Haering Binder ab. Das ist kein weltbewegendes Thema. Frau Haering, das spielt letzten Endes keine grosse Rolle. Wir haben volles Vertrauen in das VBS, dass das richtig gemacht wird. Darum ist es unserer Meinung nach nicht nötig, der Minderheit zuzustimmen.

Selbstverständlich lehnen wir auch den Streichungsantrag und den Eventualantrag Chiffelle ab.

Ich bitte Sie namens der FDP-Fraktion, überall der Mehrheit zuzustimmen.

Präsident: Erlauben Sie mir eine allgemeine Bemerkung: Es ist nicht üblich, es ist sogar untersagt, das Abstimmungsverhalten anderer Kommissionsmitglieder öffentlich zu machen. Das besagt das Reglement des Nationalrates.

Meier Hans (G, ZH): Die grüne Fraktion ist für Eintreten. Sie wird dem ersten Geschäft, der Kasernenanlage Bern, zustimmen. Es sind drei Gründe, die uns dazu bewegen, den 41 Millionen Franken für die Sanierung der Mannschaftskaserne und den Umbau der Reithalle und der Stallungen zuzustimmen:

1. Auch wir Grünen wollen, dass Rekruten und Soldaten in der gut belegten Kaserne Bern zeitgemäss Unterkünfte erhalten.

2. Mit der Sanierung erhalten wir ein Kulturgut von nationaler Bedeutung.

3. Wir begrüssen, dass die umgebauten Stallungen und die Reithalle auch von Dritten genutzt werden können.

Die ablehnende Haltung der grünen Fraktion zur Sanierung des Schiessplatzes Vugelles-La Mothe wird Frau Hollenstein begründen. Persönlich werde ich zustimmen, weil unsere Armee nicht nur zeitgemäss Unterkünfte, sondern auch moderne Ausbildungseinrichtungen braucht.

Hollenstein Pia (G, SG): Ich rede zum Antrag Chiffelle zu Artikel 2. Ich beantrage Ihnen im Namen der grünen Fraktion, den Verpflichtungskredit von 9,6 Millionen Franken zur Sanierung des Schiessplatzes Vugelles-La Mothe abzulehnen, und zwar erstens aus prinzipiellen und zweitens aus rechtlichen Gründen:

Da soll die Armee bestandesmässig reduziert werden und gleichzeitig werden zunehmend Schiessübungen vom Freien in Gebäude – an Simulatoren in Gebäuden – verlegt. Diese beiden Tatsachen führen zwangsläufig dazu, dass in Zukunft viel weniger Schiessplätze offengehalten werden müssen und weniger im Freien herumgeballert werden muss.

In dieser Umbruchphase soll das Parlament nun 9,6 Millionen Franken verlochen, ohne dass ein längerfristiges Konzept existieren würde. Die Vernehmlassung zum sogenannten Brunner-Bericht läuft bis Ende Monat. Dann kann ausgewertet und entschieden werden, was noch sinnvoll ist. Bis es soweit ist, verlangen wir ein Moratorium auch für Sanierungen. Nach einer Auswertung des Brunner-Berichtes muss dann bedarfsgerecht entschieden werden. Alles andere ist unseriös und konzeptloses Handeln.

Daneben gibt es einen wichtigen formalen Grund, den Kreditantrag abzulehnen. Offensichtlich hat die Kommission nicht realisiert, dass die Verordnung über das Bewilligungsverfahren für militärische Bauten und Anlagen die Kreditsprechung zum heutigen Zeitpunkt gar nicht zulässt. In Artikel 29 Absatz 1, Antrag an Bundesrat und Parlament, heisst es: «Der Kreditantrag an Bundesrat und Parlament nach der Bauverordnung vom 18. Dezember 1991 erfolgt, wenn die militärische Baubewilligung vollstreckbar ist.» Diese Bauverordnung datiert vom 25. September 1995. Das heisst: Es dürfen nur Kreditbegehren an Bundesrat und Parlament gestellt werden, wenn keine Einsprachen mehr hängig sind, was beim vorliegenden Projekt nicht der Fall ist. Herr Chiffelle hat es ausgeführt: Die Einsprachen sind noch nicht behandelt.

Warum wurde das Projekt trotzdem in das Bauprogramm 1998 aufgenommen? Bei den Kommissionsmitgliedern nehme ich an, dass sie die Verordnung einfach nicht kennen und deshalb diesen Aspekt in der Entscheidfindung nicht berücksichtigt haben. Oder wie kommt es sonst, dass dieser Punkt in der Kommission gar nicht angesprochen wurde? Bei Ihnen, Herr Bundesrat Ogi, nehme ich an, dass Ihnen die rechtliche Situation bekannt sein müsste. Ich frage Sie nun, weshalb in der Kommission auf diese Vorschrift nicht hingewiesen wurde. Oder kam allenfalls Absatz 2 von Artikel 29 der erwähnten Verordnung zur Anwendung, der lautet: «Ausnahmsweise kann die Bewilligungsbehörde eine vorzeitige Antragstellung gewähren?» Dann frage ich Sie, welche Bewilligungsbehörde zu welchem Zeitpunkt eine Ausnahme bewilligt hat. Die Frage bleibt aber, weshalb die Kommission auch darüber nicht informiert wurde.

In der Argumentation zur Lärmproblematik schliessen wir uns den Begründungen von Herrn Chiffelle an und werden auch deshalb die beantragten 9,6 Millionen Franken ablehnen.

Haering Binder Barbara (S, ZH), Berichterstatterin: Ich werde mich lediglich auf die Anträge konzentrieren und beginne mit dem Antrag Chiffelle: Die grundsätzliche Problematik der Lärmemissionen und -immissionen in den zwei benachbarten Dörfern des Schiessplatzes Vugelles-La Mothe war der Kommission bekannt; so auch die Tatsache, dass die entsprechenden Verhandlungen zwischen dem VBS und den beiden Gemeinden zwar aufgenommen, aber noch nicht abgeschlossen werden konnten. Dies führte – wie bereits erwähnt – in der Kommission zu drei Stimmenthaltungen. Der gestern eingereichte Einzelantrag Chiffelle lag der Kommission also nicht vor. Ich gehe allerdings davon aus, dass er nicht die Unterstützung der Mehrheit der Kommission gefunden hätte. Er ist jedoch als Ausdruck der zunehmenden Opposition in den benachbarten Dörfern im Vorfeld dieser Sanierung zu bewerten und als Hinweis auf die Sorgen der betroffenen Dorfbewohnerinnen und -bewohner ernst zu nehmen.

Mein Minderheitsantrag bezieht sich auf die in Artikel 3 eingeräumte Flexibilität zwischen den beiden Kreditposten. Diese Bestimmung stammt aus der Zeit, als die Botschaft über militärische Bauten jeweils 150 bis 200 Millionen Franken und eine Vielzahl kleinerer Budgetposten umfasste. Dass diese Flexibilität im vorliegenden Fall wenig Sinn macht, hat auch die Verwaltung eingeräumt. Es besteht keinerlei sachlicher Zusammenhang zwischen den beiden Pro-

jetten. Die beiden Projekte weisen zudem auch kostenmäßig grundsätzlich unterschiedliche Grössenordnungen auf. Die Verschiebung von 10 Prozent des Gesamtbudgets dieser Botschaft würde für die Kaserne Bern 12 Prozent und für den Schiessplatz Vugelles-La Mothe 60 Prozent des Einzelposten ausmachen.

Die Kommissionsmehrheit kam jedoch zum Schluss, dass das VBS heute bereits von vielen verschiedenen Seiten unter Spandruck steht und deshalb zumindest diese interne Budgetflexibilität erhalten bleiben sollte. Dass ich selber unserem Minderheitsantrag zustimmen werde, werden Sie mir wohl nicht verübeln.

Guisan Yves (R, VD), rapporteur: En ce qui concerne la proposition Chiffelle de biffer l'article 2, j'aimerais vous rappeler la teneur du message, ou du moins vous en citer certains passages, et je prierai à ce propos Mme Hollenstein d'être particulièrement attentive à ces éléments:

«En collaboration avec des représentants du LFEM, des services responsables en matière de protection contre le bruit de la Confédération et des cantons ainsi que d'autres spécialistes consultés, il a été procédé à l'élaboration d'un projet d'assainissement en matière de nuisances dues au bruit qui prévoit, conformément aux prescriptions légales, des mesures adéquates d'isolation acoustique pour les bâtiments concernés à Vugelles et à Novalles. Les coûts de ces mesures seront à la charge du détenteur de l'installation; elles seront financées par le projet de construction.» Et plus loin: «Le projet ainsi que le rapport d'impact sur l'environnement ont fait l'objet d'une mise à l'enquête publique dans la commune d'implantation de Vugelles-La Mothe ainsi que dans la commune voisine de Novalles. Une opposition à l'encontre du projet de construction militaire a été formulée dans la commune de Vugelles-La Mothe et la commune émet, pour sa part, des réserves relatives aux nuisances dues au bruit. Les oppositions de la commune voisine de Novalles ont également le bruit pour objet; dans cette commune, on enregistre, en outre, deux oppositions de particuliers et une opposition collective. La procédure de consultation menée auprès du canton de Vaud, de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, ainsi que de l'Office fédéral de l'aménagement du territoire sera vraisemblablement close en juin 1998. Ensuite, l'autorité militaire qui délivre les permis mènera des négociations de conciliation avec les opposants et les autorités concernées. Sous réserve de leurs résultats, le projet est considéré comme satisfaisant en principe aux critères d'attribution d'un permis de construire.»

La commission a discuté de ces éléments et s'en est trouvée satisfaite. Elle a fait confiance à cette procédure de conciliation avec les opposants et les autorités concernées et elle est persuadée que le règlement des oppositions se fera conformément aux procédures légales habituelles.

C'est pour cette raison qu'elle a accepté ce crédit, par 19 voix sans opposition et avec 3 abstentions.

J'aimerais vous mentionner, par ailleurs, que Vugelles-La Mothe est la seule place de tir de plaine actuellement à disposition et dont la Confédération est propriétaire. Si un autre emplacement devait être cherché, il en résulterait des coûts absolument considérables, surtout si vous pensez que cette place de tir a une surface de 290 hectares.

A l'article 3, en ce qui concerne la proposition Haering Binder, défendue par M. Alder, le cheminement des travaux, dans le temps, que ce soit à Berne ou que ce soit à Vugelles, est à peu près le même. A Berne, le début des travaux est planifié pour l'été 1999, avec une mise en service en automne 2002. A Vugelles, les préparatifs seront poursuivis du 1er janvier à mai 1999, les travaux proprement dits débuteront dès mai 1999 pour se poursuivre jusqu'en 2001 et l'ouverture est prévue en 2002. Je crois que le fait de bénéficier d'une certaine souplesse et de pouvoir basculer des crédits d'un objet sur l'autre fait partie tout simplement du bon sens. Les montants sont de peu d'importance: 10 pour cent dans la règle, c'est comme cela que cela se passe. Cela permet de faire face à des crédits intercalaires, à des renchérissements éventuels et des travaux en régie. Je crois que cette souplesse de ges-

tion est nécessaire. La proposition Haering Binder avait d'ailleurs été repoussée par la commission par 14 voix contre 7 et avec 2 abstentions. Je vous invite à rejeter la proposition Haering Binder.

Enfin, l'ensemble du crédit demandé, à la fois pour la caserne de Berne et la place de tir de Vugelles-La Mothe, soit l'arrêté fédéral concernant ces ouvrages, avait été accepté par la commission par 22 voix sans opposition et avec 1 abstention. Je vous prie d'en faire de même.

Ogi Adolf, Bundesrat: Sie haben es gehört: Im Vergleich zu den Vorjahren ist dieses Bauprogramm das kleinste. Noch 50,7 Millionen Franken werden beantragt, und wenn Sie sich fragen, warum das so ist, dann sehen Sie: Es sind die sinkenden Bestände, die uns dazu zwingen, es ist die Weiterentwicklung bzw. Neuausrichtung der Armee, es ist aber vor allem der finanzielle Rahmen – sprich: die finanziellen Mittel –, der uns heute noch zur Verfügung steht. Voilà la situation!

Diese Situation zwingt uns, konsequent Prioritäten zu setzen; sie zwingt uns, die baulichen Bedürfnisse immer wieder zu hinterfragen, immer wieder neu zu beurteilen; sie zwingt uns, die Immobilien bedürfnisgerecht zu bewirtschaften – hier haben wir noch einige Probleme –, aber sie zwingt uns auch, Bestehendes besser zu nutzen und umzunutzen. Die finanzielle Situation zwingt uns, Neubauten nur noch dort zu erstellen, wo nichts verfügbar ist.

Wir beantragen mit dem heutigen Bauprogramm keine Neubauten. Die beiden Vorhaben des Bauprogramms erfüllen die erwähnten Bedingungen. Mit unseren Bauten und Anlagen haben wir es, wenn wir es gut machen, in der Hand, den Armeeangehörigen zweckmässige Unterkünfte und moderne Ausbildungseinrichtungen zur Verfügung zu stellen und einen effizienten, motivierenden Ausbildungsbetrieb zu garantieren, denn die Armee wird heute in erste Linie an der Güte der Ausbildung gemessen.

Die Armee hat eine gute Zukunft, wenn sie von der jungen Generation mitgetragen wird, wenn die Ausbildung modern und zeitgemäß ist, wenn sie von der Generation getragen wird, die Wehrdienst leisten muss und Wehrdienst leistet.

Wir dürfen die heutigen Soldaten, Unteroffiziere und Offiziere nicht in veralteten Kasernen unterbringen; Nostalgie hat hier keinen Platz. Wir dürfen die Armeeangehörigen nicht an überholten Geräten und Methoden verzweifeln lassen, und wir müssen die Armeeangehörigen für die militärischen Anliegen begeistern. Die beiden Vorhaben, die wir Ihnen beantragen, erfüllen diese Anforderungen.

Nun haben Frau Haering Binder und Herr Guisan die Vorlage gut begründet, und ich möchte lediglich beifügen, dass wir in bezug auf die Unterbelegung der militärischen Anlagen heute Probleme haben, aber gerade betreffend die Kaserne Bern ist zu vermelden, dass diese jährlich rund 152 000 Belegungstage ausweist und damit mit einer Auslastung von über 55 Prozent eine der am besten belegten Kasernen ist; und das soll sie auch bleiben.

In diesem Zusammenhang kann ich Ihnen auch mitteilen, dass der Bundesrat gestern beschlossen hat, das Postulat ihrer Sicherheitspolitischen Kommission entgegenzunehmen. Ich glaube, die Antwort wird jetzt gerade verteilt.

Während der militärfreien Zeit kann die Kaserne Bern – wie das mehrmals erwähnt wurde – von Dritten sinnvoll genutzt werden. Mit der Sanierung wird auch die Erhaltung eines Kulturgutes von nationaler Bedeutung sichergestellt. Der Bund beteiligt sich an den Kosten mit 55 Prozent, während der Kanton Bern immerhin 45 Prozent der Kosten dieser Sanierung übernimmt.

Die Ausbildungseinrichtungen auf dem Schiessplatz Vugelles-La Mothe sind vollständig veraltet und müssen den Ansprüchen für die Ausbildung an modernen Waffen angepasst werden. Bei diesem Schiessplatz handelt es sich um einen wichtigen Ausbildungsort in der Westschweiz. Es ist staatspolitisch wichtig, dass wir diese Plätze auf die ganze Schweiz verteilen und dass die Westschweiz auch hier nicht zu kurz kommt. Vugelles ist ein Ausbildungsort in der Westschweiz für die Panzerschulen und die Mechanisierten Infan-

terieverbände. Auch bei Bestandesänderungen einer Armee wird dieser Schiessplatz in Zukunft gut ausgelastet werden. Nun zum Antrag Chiffelle: Es stimmt, dass wir Ihnen den Kredit für diesen Schiessplatz eigentlich nicht hätten unterbreiten müssen. Er beträgt ja nicht 10 Millionen Franken. Warum haben wir das gleichwohl gemacht? Wir wollten Transparenz, wir wollten den Dialog. Deshalb finden wir, dass der Antrag Chiffelle abgelehnt werden muss. Es gibt im Moment nur von seiten der Gemeinde Novalles offene Fragen gegenüber der öffentlichen Auflage des Baubewilligungsgesuches zu verzeichnen. Seit über 50 Jahren ist dem EMD – heute VBS – keine schriftliche Reklamation eingereicht worden. Was die Gemeinde Vugelles betrifft, wurden die letzten Probleme in Anwesenheit des Gesamtgemeinderates am 11. Juni 1998 diskutiert, und sie wurden ausgeräumt. Anwesend war vom VBS der Chef Heer, Korpskommandant Dousse. Wir haben also keine Differenzen mehr mit der Gemeinde Vugelles. Es stimmt, dass die Zahl der Schiesstage auf 80 Tage festgelegt wurde, wovon 30 mit Nachtschiessen. Dagegen muss präzisiert werden, dass die Anzahl Schiesstage und Schiessstunden vor allem in der Nacht reduziert wurden.

Es ist sehr wichtig, dass Sie zur Kenntnis nehmen, dass es hier und heute lediglich um einen Investitionskredit geht. Die Bauarbeiten können erst dann beginnen, wenn sämtliche offenen Fragen im Rahmen des laufenden Baubewilligungsverfahrens mit der Gemeinde Novalles gelöst sind. Diese offenen Fragen, ich wiederhole mich, betreffen im besonderen den Schiesslärm des Schiessplatzes, der sich – auch das ist sehr wichtig – nicht auf dem Gemeindegebiet von Novalles befindet. Was den Antrag Chiffelle in bezug auf Reconvilier betrifft, ist dort die Problematik des Schiesslärmes identisch, ja sogar schlimmer, weil die Wohnungen der Ortschaft von Reconvilier nur einige wenige hundert Meter von den Schiesspodesten entfernt sind.

Zum Antrag der Minderheit Haering Binder auf Streichung von Artikel 3 Absatz 1: Die Mitglieder der SiK haben anlässlich der Behandlung des Bauprogrammes 1998 am 25. Mai 1998 den Antrag Haering Binder auf Streichung von Artikel 3 Absatz 1 des Bundesbeschlusses über militärische Bauten mit 14 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt. Dieser Kommissionsentscheid geniesst auch meine volle Unterstützung.

Worum geht es? Der besagte Artikel 3 gibt dem Bundesrat bei Kreditüber- und/oder Kreditunterschreitungen die Kompetenz, bei geringfügigen Verschiebungen innerhalb des anbegehrten Verpflichtungskredites trotzdem die Bewilligung des Bauprogrammes vorzunehmen. «Geringfügige Verschiebungen» bedeuten gemäss der Eidgenössischen Finanzkontrolle «weniger als 10 Prozent des bewilligten Verpflichtungskredites». Sollten als Beispiel beim Projekt Kasern Bern weniger Kosten anfallen als erwartet und beim Schiessplatz Vugelles-La Mothe mehr, müsste der Bundesrat die Möglichkeit haben, im Rahmen dieses kleinen anbegehrten Verpflichtungskredites von 50 Millionen Franken Verschiebungen innerhalb der beiden Projekte vorzunehmen.

Ich bitte Sie deshalb, auch diesen Antrag abzulehnen.

Zu Herrn Alder möchte ich nur sagen: Der Vorschlag ist nicht undurchsichtig; die Transparenz ist vorhanden, und die Überprüfung wird durch die Finanzkommission erfolgen. Wir werden in Zukunft aufgrund der Situation, die ich erläutert habe, vermehrt kleinere Projekte und weniger Neubauten zu realisieren haben. Die kleineren Projekte sind auch durch den sich aufdrängenden Renovationsbedarf bedingt.

Zu den Bemerkungen von Frau Hollenstein zu den militärischen Schiessübungen möchte ich nur sagen: Diese Übungen sind diszipliniert geführt; es wird nicht einfach «herumgeballert», wie Sie gesagt haben. Es wird nicht «Geld verlocht», wie Sie auch gesagt haben, sondern es wird geplant, es wird transparent und ganz klar offengelegt, was wir tun und was nicht.

In bezug auf das Rechtliche: Es geht hier um einen Verpflichtungskredit. Die interne Ämterkonsultation hat übrigens ergeben, dass keine Opposition vorhanden gewesen ist, auch nicht von seiten des Buwal. So ist der Kreditantrag ans Par-

lament gelangt, und mit der Realisierung wird nur begonnen, wenn die Baubewilligung vorhanden ist. Bewilligungsbehörde ist das Generalsekretariat.

Ich bitte Sie, alle Änderungsanträge abzulehnen. Ich bitte Sie, der Kommission bzw. der Kommissionsmehrheit und dem Bundesrat zu folgen. Das vorliegende Bauprogramm 1998 ist massvoll, es ist bedürfnisorientiert, und es trägt den künftigen Veränderungen Rechnung.

Je conclus avec les mots de M. Eggly qui a dit: «Donnez au département un minimum de confiance.»

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Bundesbeschluss über militärische Bauten Arrêté fédéral concernant des ouvrages militaires

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe

152 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Chiffelle

Streichen

Eventualantrag Chiffelle

(falls der Hauptantrag abgelehnt wird)

Rückweisung an die Kommission

mit dem Auftrag, sicherzustellen, dass die Nutzung der neuen Anlagen und die damit verbundenen Belastungen von der direkt betroffenen Bevölkerung akzeptiert werden.

Art. 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Chiffelle

Biffer

Proposition subsidiaire Chiffelle

(au cas où la proposition principale serait rejetée)

Renvoi à la commission

avec mandat de garantir que l'utilisation des nouvelles installations et les nuisances qu'elles engendreront soient acceptées par la population directement touchée.



Abstimmung – Vote**Eventuell – A titre préliminaire**

Für den Antrag der Kommission
Für den Antrag Chiffelle

113 Stimmen
43 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Kommission
Für den Eventualantrag Chiffelle

113 Stimmen
45 Stimmen

Art. 3**Antrag der Kommission****Mehrheit**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Haering Binder, Alder, Banga, Burgener, Chiffelle, Günter, Meier Hans)

Abs. 1

Streichen

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 3**Proposition de la commission****Majorité**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Haering Binder, Alder, Banga, Burgener, Chiffelle, Günter, Meier Hans)

Al. 1

Biffer

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

114 Stimmen
54 Stimmen

Art. 4**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Namentliche Gesamtabstimmung****Vote sur l'ensemble, nominatif**

(Ref.: 2145)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:
Alder, Antille, Aregger, Baader, Banga, Bangerter, Baumann Alexander, Baumberger, Bezzola, Bircher, Blaser, Bonny, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner Toni, Bührer, Caccia, Christen, Columberg, Comby, David, Deiss, Dettling, Dörmann, Ducrot, Dünki, Dupraz, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Eggly, Ehrler, Engelberger, Engler, Epiney, Eymann, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, Filliez, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Fritschi, Gadient, Giezendanner, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gusset, Gysin Hans Rudolf, Haering Binder, Hasler Ernst, Hegetschweiler, Heim, Hess Otto, Hochreutener, Imhof, Kofmel, Kühne, Kunz, Lachat, Langenberger, Lauper, Leu, Leuba, Loretan Otto, Lötscher, Maitre, Marti Werner, Maspoli, Maurer, Meier Hans, Meier Samuel, Moser, Mühlmann, Müller Erich, Oehrli, Philippona, Raggenbass, Randegger, Ratti, Ruckstuhl, Ruf, Sandoz Marcel, Sandoz Suzette, Schenk, Scherrer Jürg, Scheurer, Schlüer, Schmid Odilo, Schmid Samuel, Schmied Walter, Seiler Hanspeter, Speck, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steinemann, Steiner, Stucky, Suter, Tschopp, Tschuppert, Vallender, Vetterli, Vogel, Waber, Weigelt, Weyeneth, Widmer, Widrig, Wiederkehr, Wittenwiler, Wyss, Zapfl, Zwygart (121)

Dagegen stimmen – Rejettent le projet:

Aguet, Berberat, Borel, Bühlmann, Burgener, Carobbio, Chiffelle, de Dardel, Fässler, Gennet, Gonseth, Gross Andreas, Hämmerle, Hollenstein, Hubmann, Jaquet, Jeanprêtre, Maury Pasquier, Müller-Hemmi, Rennwald, Roth, Ruffy, Spielmann, Stump, Thaneli, Thür, Vermot, von Felten, Weber Agnes (29)

Der Stimme enthalten sich – S'abstinent:

Baumann Ruedi, Béguelin, Fankhauser, Gross Jost, Jutzet, Keller Christine, Leemann, Rechsteiner Rudolf, Semadeni, Vollmer (10)

Entschuldigt/abwesend sind – Sont excusés/absents:

Aeppli, Baumann Stephanie, Bäumlin, Binder, Blocher, Cavadini Adriano, Cavalli, Dreher, Fasel, Fehr Jacqueline, Fischer-Hägglingen, Goll, Grendelmeier, Grobet, Gysin Remo, Hafner Ursula, Heberlein, Herczog, Hess Peter, Jans, Keller Rudolf, Loeb, Meyer Theo, Nabholz, Ostermann, Pelli, Pidoux, Pini, Rechsteiner Paul, Rychen, Simon, Stamm Judith, Strahm, Teuscher, Theiler, Tschäppät, von Allmen, Zbinden, Ziegler (39)

Präsidium, stimmt nicht – Présidence, ne vote pas:

Leuenberger

(1)

98.006

**Geschäftsbericht des Bundesrates,
des Bundesgerichtes
und des Eidgenössischen
Versicherungsgerichtes 1997****Gestion du Conseil fédéral,
du Tribunal fédéral
et du Tribunal fédéral
des assurances 1997****Fortsetzung – Suite**

Siehe Seite 1200 hiervor – Voir page 1200 ci-devant

**Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und
Sport****Département de la défense, de la protection de la popu-
lation et des sports**

Wittenwiler Milli (R, SG), Berichterstatterin: Rechtsextremismus in der Armee: Ich erlaube mir dazu einige Bemerkungen, einige Feststellungen und zum Schluss eine Frage, verbunden mit einem Wunsch.

Am 22. April 1998 haben wir, die Sektion Behörden der GPK, Herrn Bundesrat Ogi in einem Schreiben die Schwerpunktfragen für die Plenarsitzung vom 6. bis 8. Mai zugestellt. Eine Frage lautete: Befasst sich das VBS mit der Zunahme rechts-extremer Vorkommnisse in der deutschen Armee im Hinblick auf mögliche ähnliche Erscheinungen in der Schweiz und aus der Sicht des Bevölkerungsschutzes? Zu unserem Erstaunen konnten wir bereits am 30. April der Presse entnehmen: «Armee wird nach Rechtsextremismus untersucht. Militärminister Adolf Ogi hat den Generalstabschef angewiesen, eine Untersuchung über den Rechtsextremismus in der Armee einzuleiten. Bereits ist eine Arbeitsgruppe an den Abklärungen. Genauer unter die Lupe genommen werden angehende Offiziere und Unteroffiziere.» An einer anderen Stelle war zu lesen: «Bundesrat Ogi beansprucht das Urheberrecht für die Untersuchung des Rechtsextremismus in der Armee.»

Herr Bundesrat, mir und meinen Kolleginnen und Kollegen in der GPK geht es ganz bestimmt nicht um das Erstgeburts-

Militärische Bauten (Bauprogramm 1998)

Ouvrages militaires (Programme de constructions 1998)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1998
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	98.018
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.06.1998 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1203-1212
Page	
Pagina	
Ref. No	20 044 092